

Namur, 10 octobre 2012

La construction d'une pensée fédéraliste renardiste

Peu de temps après l'événement, la naissance du Mouvement populaire wallon fait l'objet d'une analyse précise de la part d'un jeune chercheur de 31 ans, attaché à l'Institut de Sociologie de l'Université libre de Bruxelles. Publiée dans *L'Année sociale 1961*, l'analyse est signée par Guy Spitaels. Elle est remarquable parce qu'il montre d'emblée le lien avec la stratégie des permanents des régionales wallonnes de la FGTB, réunis à Charleroi le 17 novembre 1960 sous la présidence d'André Renard. Elle l'est encore parce qu'il met en évidence la tension entre la volonté de rassembler *toutes* les énergies wallonnes, alors que le premier comité d'organisation du MPW est - il l'établit - composé de 43 responsables syndicaux de la FGTB et que le système des affiliations collectives (environ 100.000 à la date du congrès du 18 novembre 1961) donne un poids massif aux syndicats socialistes dans l'organisation ⁽¹⁾. Guy Spitaels note avec intérêt que, à l'occasion de ce congrès, André Renard a fait applaudir par l'assemblée *les nombreux intellectuels ayant pris le risque de rallier le MPW*. Il en est assuré. S'attachant ensuite à montrer que les instances du mouvement ont fait largement la place à différentes catégories professionnelles, notamment des professeurs d'Université, Guy Spitaels conclut que le MPW a nettement débordé le cadre syndical et est devenu le rassembleur d'énergies socialistes émanant de couches sociales diverses. La suite de cette longue analyse est éclairante, lorsqu'il choisit deux initiatives prises dans la région du Centre et à Bruxelles pour montrer les efforts réalisés par le MPW pour élargir son audience. Dans le premier cas, un mois de résistance aux fermetures d'entreprises lancé par l'organisation à Manage a tourné court : elle ne parvenait à mobiliser que les parlementaires communistes au delà de ses propres troupes et l'Action commune socialiste s'abstenait de participer. Dans le second cas, le Front pour la Défense de Bruxelles, constitué sous la présidence du responsable fédéral du MPW de Bruxelles, Raymond Latin, permit de réunir une large plateforme d'associations et quelque 2.000 Bruxellois de diverses sensibilités politiques et philosophiques. Ce moment aurait constitué une première réponse à la marche des Flamands sur Bruxelles le 22 octobre 1961. Dans son commentaire, Guy Spitaels se dit *déconcerté en apparence* par le fait que le terrain hennuyer et ses perspectives de dégradation économique s'avèrent moins favorables à l'action du MPW que l'agglomération bruxelloise aux prises avec le problème linguistique... Relatant dans le détail les tensions entre, d'une part, les partis politiques et en particulier le PSB de Léo Collard, ainsi que, d'autre part, le Mouvement populaire wallon, tout en relayant les déclarations d'André Renard sur son refus absolu d'être anti-flamand, Guy Spitaels conclut : *ainsi à chaque endroit s'affirme nette et résolue la volonté d'écartier les mythes nationalistes et de ne pas laisser transformer le combat politique et économique en une lutte ethnique*. Et le chercheur de s'interroger : *est-ce ce propos délibéré qui conduisit André Renard à déléster le Mouvement populaire wallon des*

(1) Guy SPITAELS, *L'Année sociale 1961*, p. 102-106, Bruxelles, Institut de Sociologie de l'ULB, 1962.

revendications linguistiques parfois envahissantes ?, rappelant dans le même temps que leader wallon avait appelé les Bruxellois à constituer leur propre mouvement fédéraliste ⁽²⁾.

La préface du "professeur" Léon-Eli Troclet a beau rappeler avec Fénélon *qu'un bon historien n'est d'aucun temps ni d'aucun pays*, on ne peut que s'étonner non seulement de la place prise par le positionnement politique du MPW dans le bilan social rédigé par Guy Spitaels, mais aussi par l'empathie, sinon la sympathie, qu'on y ressent, davantage que dans le traitement de la vie législative, la vie paritaire ou l'emploi et le chômage. Non que le chargé de conférences à l'ULB soit pris en défaut de subjectivité, même si, comme le rappelle Troclet, *un intellectuel digne de ce nom est toujours plus ou moins orienté et engagé*. Dans le volume consacré à *L'Année sociale 1962*, Guy Spitaels rappellera à nouveau que, parmi les activités du MPW, *seuls, désormais*, les problèmes sociaux prendraient place dans sa chronique ⁽³⁾. Assurément, le traitement du sujet est plus concis, sauf en ce qui concerne le décès d'André Renard, ses funérailles et sa succession. Bien que proche du Mouvement populaire wallon au congrès de lancement duquel il semble avoir participé en novembre 1961, Guy Spitaels se tient à l'écart de l'action politique wallonne même s'il participe à l'une ou l'autre journée d'étude de l'organisation. On ne saurait s'en étonner compte tenu de ses jugements sur les préoccupations militantes du MPW à Bruxelles où il réside essentiellement depuis 1958 jusqu'en 1974.

Ouvrage de référence s'il en est, *Le Mouvement syndical en Belgique* décrit le processus général de centralisation syndicale dans une perspective à la fois historique et sociologique. Publié en 1967 et réédité plusieurs fois, ce travail donne à Guy Spitaels l'occasion de revenir sur la création du MPW. S'il y voit une force de désintégration au même titre que toutes les dynamiques centrifuges qui, dans tous les domaines, distendent chaque jour davantage *les communautés linguistiques du pays*, il met aussi l'accent sur l'échec de la pénétration fédéraliste dans le Hainaut. Ainsi, il note que la résistance hennuyère au fédéralisme par rapport aux autres provinces wallonnes joua dans la crise belge le rôle *de force centripète, nourrie jusqu'ici par le sentiment des travailleurs d'être solidaires dans la lutte sociale par delà leur appartenance ethnique* ⁽⁴⁾. Guy Spitaels demande toutefois au lecteur *que l'on ne transforme pas ce constat en prophétie* : la crise sidérurgique qui pourrait à l'avenir porter un coup sévère au bassin de Charleroi inverserait le cours des choses. Il ajoutera plus tard en note que l'adoption de la déclaration commune des régionales wallonnes à La Louvière, le 26 février 1967, appelant à une réforme des institutions *telle qu'elle permette directement à la Wallonie de prendre ses responsabilités* confirme cette hypothèse. Après avoir décrit l'évolution dans le monde syndical chrétien et l'émergence de Rénovation wallonne, Guy Spitaels dit son sentiment que, de manière générale, *si la rupture demain intervient entre Flamands et Wallons, la responsabilité en incombera davantage aux organisations politiques qu'au monde du travail* ⁽⁵⁾.

Socialiste : le poids des contraintes

Mobilisé comme technicien de haut vol par André Cools pour organiser la Conférence nationale pour l'Emploi en 1972 au côté du ministre Louis Major, il est désigné chef de Cabinet du Premier ministre Edmond Leburton début 1973, courte expérience qui se termine un an plus tard quand capote le projet de la raffinerie Ibramco. Celui-ci

(2) *Ibidem*, p. 132-133.

(3) Guy SPITAELS, *L'Année sociale 1962*, p. 278, Bruxelles, Institut de Sociologie de l'ULB, 1963.

(4) Guy SPITAELS, *Le Mouvement syndical en Belgique*, p. 81, Bruxelles, Institut de Sociologie de l'ULB, 1967. - Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1974 (Troisième tirage).

(5) *Ibidem*, p. 82.

cumulait deux handicaps majeurs aux yeux du monde politique flamand : d'une part, il apparaissait déterminant pour l'avenir économique de la Wallonie, d'autre part, il s'agissait de la première initiative industrielle publique de grande envergure. Guy Spitaels en restera marqué. Poussé par Cools, le professeur Spitaels se lance en politique. Candidat aux élections de mars 1974 dans le Hainaut occidental, il devient sénateur provincial alors que le PS reste dans l'opposition et boycotte la régionalisation préparatoire imaginée par François Perin. Dans un article de *Socialisme* d'août 1975 portant sur la crise économique, Guy Spitaels estime en quelques lignes que, si la Belgique *ne fait plus vibrer*, la reconnaissance des régions peut favoriser la résurgence d'un nouveau *patriotisme* des Flamands au nom de la Flandre et des Wallons au nom de la Wallonie. *Il faut nous efforcer*, écrit-il, *qu'une certaine fierté régionale inspire la volonté de redressement. La Belgique est une Gesellschaft. La Wallonie et la Flandre devraient, dans une Belgique nouvelle, nourrir l'élan d'une Gemeinschaft, d'une société plus fraternelle et plus proche.* Même si ce parrainage du sociologue Ferdinand Tönnies est de nature à nous inquiéter, le professeur à l'ULB ajoute : *Qui peut encore douter aujourd'hui de l'importance du fait régional ? L'Europe occidentale connaît 5 millions de chômeurs... pacifiques. Mais le Royaume-Uni, l'Italie, la France, l'Espagne sont travaillés par la lutte pour le pouvoir régional. Dans ce sens, Auguste Comte eut une vue prophétique des forces centrifuges qui s'exerceraient au sein des Etats industriels du XXème siècle* ⁽⁶⁾.

Le retour des socialistes au pouvoir confirme l'ascension politique fulgurante de celui qui est devenu sénateur-bourgmestre d'Ath en 1977, ministre de l'Emploi et du travail dans le gouvernement Tindemans-Hurez, puis vice-premier ministre dans les quatre premiers gouvernements de Wilfried Martens. Il contribue à mettre en place la réforme de l'Etat de 1980. Elu président du Parti socialiste en février 1981, Guy Spitaels impose une rupture de style à la fois par son image de grand intellectuel, son ton professoral et ses capacités pédagogiques. Mais la rupture est aussi celle des circonstances politiques marquées par des moments forts. Parmi eux, citons assurément d'abord la confirmation que la Wallonie devra faire face à ses difficultés structurelles avec ses propres ressources : ce sera l'interrogation face à Léo Tindemans, le 20 septembre 1981, concernant la sidérurgie wallonne où Guy Spitaels se demande publiquement *s'il ne vaut pas mieux que chacun soit maître chez soi...* Le tournant du congrès de Montigny-le-Tilleul du 4 octobre 1981 où le PS s'oriente vers le fédéralisme radical s'inscrit dans cette logique. Ce sont ensuite les deux bifurcations des 8 novembre 1981 et du 27 novembre 1985 qui voient le Parti socialiste rejeté dans l'opposition tant au niveau du gouvernement central que des entités fédérées. Ces circonstances donnent à Guy Spitaels un leadership éclatant sur un parti dont il reste, finalement, le seul vrai patron. Sa doctrine est efficace, précise et balaie large tout à la fois ⁽⁷⁾. Les élections législatives du 13 décembre 1987 marquent la victoire du rassemblement autour d'un parti plus socialiste et plus wallon, ainsi que l'avait voulu le président. La suite reste largement incompréhensible dans l'état de nos connaissances. Une volonté d'aller au gouvernement à n'importe quel prix, que seuls pourront peut-être expliquer plus tard les fils tendus des futures affaires Agusta et Dassault, marque l'année 1988. Le retour de Wilfried Martens, les accords sur la loi de financement des communautés et des régions, l'accord sur les sauts d'index, le marchandage sur les Fourons, entachent profondément la décennie suivante. La communautarisation de l'enseignement sera ratée, les professeurs dans la rue, et une génération largement affectée par ces années où de nombreux espoirs furent ternis. Quand Guy Spitaels remonte enfin sur scène comme ministre-président du Gouvernement wallon le 6 janvier 1992, ce sera

(6) Guy SPITAELS, *La crise indolore ou la crise inconsciente ?* dans *Socialisme*, n°130, Août 1975, p. 297-298.

(7) Guy SPITAELS, *Socialiste*, Bruxelles, PAC, 1985.

pour un chant du cygne magnifique dont on a décrit ailleurs tous les mérites, aujourd'hui malheureusement, et souvent volontairement, oubliés ⁽⁸⁾.

Loin des soupçons dérisoires de nationalisme exacerbé qui lui étaient prêtés dans un climat politique vicié par la guerre qui frappait l'ex-Yougoslavie, le « professeur » Spitaels avait déclaré au Parlement wallon, le 22 janvier 1992, qu'il proposait aux Wallons un projet de société : *ensemble, et dans un contexte parfois difficile, faire de la Wallonie une région où le développement économique et technologique, la solidarité avec les moins favorisés ainsi que la transmission aux générations futures d'un patrimoine préservé, ne seront pas de vaines paroles*. Guy Spitaels engageait son gouvernement dans une volonté de contrecarrer le prolongement d'une société duale entre riches et pauvres, nationaux et immigrés.

Et le pire, c'est qu'il avait commencé à le faire...

(8) Marnix BEYEN et Philippe DESTATTE, *Un Autre pays, Nouvelle Histoire de Belgique*, p. 265-270, Bruxelles, Le Cri, 2009. - Paul DELFORGE dir., *Encyclopédie du Mouvement wallon*, vol. 4, *Parlementaires et ministres de Wallonie, 1974-2009*, Namur, Institut Destrée, 2010.